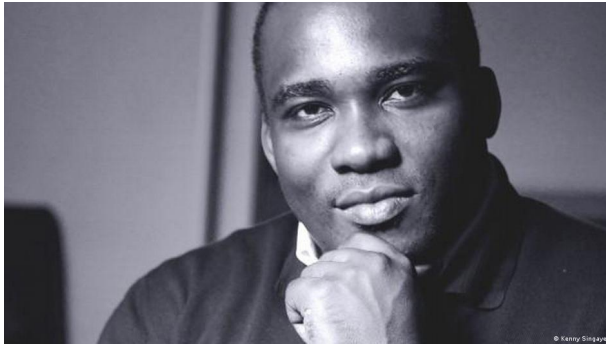


# Jean-Luc Habyarimana aux abois

Tite Gatabazi

Igihe, 9 mars 2026



Installé en France depuis des années, le fils Habyarimana vit un exil marqué par la précarité, la marginalisation politique et l'absence d'ancrage professionnel

Il est des trajectoires individuelles qui, loin de se dissoudre dans l'anonymat de l'exil, resurgissent périodiquement dans le débat public comme les symptômes persistants d'une mémoire politique inachevée.

Tel semble être aujourd'hui le cas de Jean Luc Habyarimana, héritier d'un nom lourd d'histoire et d'un héritage politique dont la charge morale continue de peser sur la conscience régionale.

Installé en France depuis de nombreuses années, celui qui est le fils de l'ancien président rwandais Juvénal Habyarimana semble

éprouver les difficultés ordinaires d'un exil devenu banal : précarité sociale, marginalisation politique et absence de véritable ancrage professionnel dans une société occidentale souvent décrite comme aussi exigeante que matérialiste.

Dans ce contexte, certains observateurs voient dans ses récentes prises de parole et ses initiatives publiques l'expression d'une forme d'errance politique, où la nostalgie idéologique le dispute à la volonté de reconquérir une forme d'influence.

Car l'histoire familiale dont il est l'héritier n'est pas une histoire ordinaire. Elle s'inscrit dans le prolongement d'un régime dont la mémoire demeure associée à des décennies de tensions ethno-politiques et à une succession de violences dirigées contre des opposants politiques et des civils.

Les familles des figures critiques du régime de son père telles que Félicula Nyiramutarambirwa ou encore Silvio Sindambiwe, conservent encore aujourd'hui le souvenir tragique de cette époque où l'expression du dissensus politique pouvait se payer du prix ultime.

A ces souvenirs s'ajoutent ceux des resca-

pés des massacres qui ont jalonné les années précédant le génocide contre les Tutsi. Des lieux comme Murambi, Kibilira, Bugesera ou encore Mukingo restent inscrits dans la mémoire collective comme les témoins silencieux de violences qui ont profondément marqué la société rwandaise au tournant des années 1990.

Dans ce contexte historique chargé, toute tentative de réhabilitation implicite ou de justification du régime d'alors ne peut qu'apparaître comme une provocation morale pour les survivants et leurs familles.

## Le retour d'une rhétorique de dénégation

C'est dans cette perspective que doivent être comprises les déclarations récentes de Jean-Luc Habyarimana, marquées par un mélange de dénégation catégorique et de justifications prolixes. Ce contraste, entre la brièveté du déni et la longueur des explications périphériques, laisse transparaître une stratégie argumentative familière dans les controverses mémorielles : déplacer le centre du débat afin d'éviter la question fondamentale.

Cette question demeure pourtant d'une grande simplicité : la nature réelle de ses activités et de ses fréquentations politiques, notamment lors de ses déplacements répétés à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. Les présenter comme de simples visites privées relève, pour beaucoup d'observateurs, d'une affirmation difficilement soutenable au regard des dynamiques

politiques régionales.

Depuis plusieurs années, la présence et l'activisme des FDLR, groupe armé constitué en partie d'anciens responsables et combattants impliqués dans le génocide contre les tutsi de 1994, constituent un facteur majeur d'instabilité dans l'Est de la RDC.

Leur insertion dans les dynamiques sécuritaires nationales, parfois en interaction avec des segments des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), alimente depuis longtemps les inquiétudes des acteurs régionaux.

Dans ce contexte explosif, toute proximité idéologique ou politique avec ces réseaux apparaît comme une ligne rouge dont la transgression ne saurait être minimisée.

L'histoire elle-même vient rappeler que les tragédies politiques ne surgissent jamais ex nihilo : elles se nourrissent de discours, d'alliances et de complicités qui, progressivement, banalisent l'inacceptable. C'est précisément pourquoi les menaces implicites ou les discours ambigus doivent être pris avec la plus grande gravité.

Car au-delà de la polémique individuelle, l'enjeu dépasse largement la personne de Jean-Luc Habyarimana. Il touche à une question essentielle pour l'avenir de la région des Grands Lacs : celle de la résurgence possible d'idéologies politiques dont l'histoire récente a montré la capacité destructrice.

Face à cette réalité, une chose est certaine : les sociétés qui ont survécu aux tragédies du XX<sup>e</sup> siècle savent désormais qu'aucune complaisance n'est permise envers les discours ou les projets qui pourraient rouvrir les plaies du passé.

La vigilance n'est pas seulement un devoir moral ; elle constitue une condition indispensable pour préserver la paix fragile construite au prix d'immenses sacrifices humains.